

L'Irlande ou la longue marche vers le redressement !



**KHALID
ADNANE**

Collaboration spéciale
ANALYSE



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

La Saint-Patrick arrive à grands pas et comme à l'habitude, les Irlandais, fidèles à leurs traditions, vont se réunir en famille, festoyer et chanter. Mais cette année en particulier, ils auront certainement le cœur à la fête. Et pour cause ! Ils commencent enfin à voir des résultats positifs à tous ces plans d'austérité mis en place par leur gouvernement depuis l'éclatement de la crise économique de 2008, ainsi qu'aux sacrifices qu'ils ont dû faire afin que leur pays sorte du marasme économique.

Un tigre écorché !

Rappelons qu'il n'y a pas si longtemps, l'Irlande faisait figure de modèle à suivre pour son ascension économique : des taux de croissance annuelle de plus 6 pour cent en moyenne, un taux de chômage très bas, un PIB par habitant enviable à environ 60 000 \$ par an, une fiscalité très attrayante et compétitive pour les entreprises, un solde budgétaire excédentaire et un niveau d'endettement public très bas. Cette réussite a d'ailleurs valu à l'Irlande l'étiquette symbolique de « tigre celtique », à l'image des tigres asiatiques : une sorte de fierté nationale.

Pourtant, tout bascule en 2008. En effet, on réalise que derrière ce dynamisme de l'économie irlandaise, se cachait une grosse bulle spéculative immobilière. Lorsque celle-ci éclate, elle entraîne dans son sillage l'ensemble du secteur bancaire. Le gouvernement doit agir : sans intervention (une opération qu'on

Après trois années d'austérité, les Irlandais ont de quoi se réjouir : les indices économiques laissent croire que leur pays semble à nouveau sur le chemin de la croissance... L'Irlande a notamment conclu un accord historique ces derniers jours pour alléger la dette découlant du sauvetage de ses banques, dont l'Anglo Irish Bank.

pourrait qualifier de quasi-nationalisation), le secteur bancaire aurait été techniquement mis en faillite, et l'économie du pays se serait littéralement écroulée.

Cette recapitalisation du secteur bancaire (environ 40 % du PIB) aura des conséquences négatives très importantes sur les indicateurs économiques du pays. Le PIB recule de 3,5 % en 2008 et de 7,5 % en 2009; le taux de chômage qui se situait à environ 4,5 % en 2007, grimpe à 12 % en 2009; et la situation budgétaire du pays se creuse subitement. D'un léger surplus en 2007, on passe à un déficit budgétaire de plus de 7 % en 2008, de 14 % en 2009 et de 32 % en 2010. Quant à la dette, elle passe de 25 % du PIB en 2007 à presque 100 % en

2010 (OCDE/FMI). Tout d'un coup, c'est toute la réussite de l'Irlande qui semble remise en question.

Sacrifices énormes

Devant cette situation budgétaire intenable et son incapacité à se financer sur les marchés, le gouvernement irlandais n'a d'autre choix, à l'automne 2010, que de se tourner vers la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) pour obtenir de l'aide. Celle-ci accorde au gouvernement irlandais une aide de 85 milliards d'euros, contre l'adoption d'un plan d'austérité de grande envergure.

Pour les citoyens irlandais, la pilule est dure à avaler. Premièrement, parce que les mesures adoptées — dans le

cadre de ce plan d'austérité — pour redresser l'économie se traduisent, nécessairement, par des baisses de dépenses sociales, des abolitions de postes dans la fonction publique, des gels (ou diminutions) des salaires, des hausses des taxes, etc. Deuxièmement, ce n'est pas un plan d'austérité, mais huit, consécutifs en trois ans, que les citoyens irlandais vont subir. Résultat : une baisse substantielle de leur niveau de vie et un PIB par habitant, aujourd'hui, d'environ 50 000 \$ (soit 10 000 \$ de moins qu'en 2008).

Au moins, contrairement aux autres pays fragiles de la zone euro (comme la Grèce ou l'Espagne), les Irlandais peuvent se consoler à l'idée que la recette de la rigueur mise en place dans leur pays sem-

ble porter ses fruits et que les résultats qui en découlent sont pour le moment probants. Le pays est à nouveau sur le chemin de la croissance (2 % du PIB en 2012 et 2,4 % en 2013), les exportations atteignent doucement leur niveau d'avant la crise, les capitaux et les multinationales sont de retour sur le sol irlandais, le marché immobilier retrouve petit à petit son aplomb et le déficit a été abaissé à 8 % du PIB. De plus, depuis l'été dernier, le pays est de nouveau capable de se financer sur les marchés et ses obligations se négocient à des taux très favorables, signe que la confiance des investisseurs est de retour.

Le cœur à la fête !

Enfin, l'Irlande vient de conclure cette semaine un accord historique avec la Banque centrale européenne, qui allégera de 20 milliards d'euros la dette découlant du sauvetage de ses banques, notamment de l'Anglo Irish Bank. À cet égard, le premier ministre irlandais, Enda Kenny, s'est félicité de cet heureux dénouement : « C'est une étape historique sur le chemin du redressement économique [qui] sécurise la situation financière future de l'État, tout en réduisant le fardeau pour les contribuables irlandais ».

C'est toute une bonne nouvelle pour les Irlandais, qui ont été les premiers à faire les frais de ces sauvetages. Et le 17 mars prochain, journée de la Saint-Patrick, lorsqu'ils regarderont tous les sacrifices qu'ils ont dû faire ces dernières années, ils auront certainement davantage le cœur à la fête.

Une pause salutaire, en attendant la suite...

Khalid Adnane est économiste et professeur à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

LETTRÉ OUVERTE

Pour une stratégie énergétique forte

Affaire autant de fierté collective que d'économie, le développement énergétique a vu nos plus grands chefs d'État s'illustrer, que l'on pense à René Lévesque et à Robert Bourassa, en plus d'être source d'inspiration des poètes, de Gilles Vigneault à Georges Dor en passant par Claude Gauthier.

Aussi est-il renversant de voir à quelle vitesse un tel fleuron identitaire peut être mis au ban de la société. Il suffit d'évoquer les surplus d'Hydro-Québec et, dès lors, c'est toute la filière énergétique qui est remise en question.

Ces surplus présentent pourtant un formidable potentiel d'attraction des entreprises, en plus d'être au service d'une économie québécoise que l'on

veut des plus florissantes. Développer notre potentiel énergétique a certes un prix. Les projets communautaires, comme les petites centrales au fil de l'eau, sont cependant très bénéfiques pour les régions. La popularité de cette filière auprès d'un grand nombre de municipalités témoigne d'une réelle volonté de prise en main de leur avenir.

Mêmes modestes en termes de puissance, ces projets ont des retombées considérables pour le milieu et permettent de réaliser d'autres projets ayant eux aussi des retombées. Si cette logique s'applique pour les investissements en culture, pourquoi pas pour l'énergie ?

Et l'industrie éolienne, faut-il l'abandonner ? Doit-on faire

une croix sur la biomasse forestière alors qu'à l'exemple de municipalités comme Amqui et de la Coopérative forestière de Girardville, elle remplace le mazout polluant dans le chauffage d'édifices publics ?

Parlant de coûts-bénéfices, comment expliquer qu'on accepte sans broncher notre dépendance au pétrole ? S'affranchir de cette dépendance ferait toute la différence sur la balance commerciale, sans compter les bénéfices environnementaux. Qu'attendons-nous pour utiliser davantage notre énergie verte, par exemple, dans l'électrification des transports ?

La prudence la plus élémentaire nous dicte d'y penser à deux fois avant de balancer par

la fenêtre cette expertise unique acquise au fil de plusieurs décennies. Conjoncturelle, la situation actuelle pourrait changer rapidement advenant une relance économique soutenue.

Accroître notre patrimoine énergétique est un travail de longue haleine. À titre de président de la FQM, j'en appelle au gouvernement pour qu'il ne se laisse pas distraire et poursuive dans cette voie qui a fait la marque de commerce du Québec. J'en appelle à une Stratégie énergétique forte et s'appuyant sur les communautés. Le lancement d'un nouvel appel d'offres pour les 700 mégawatts d'énergie éolienne restés orphelins constituerait un premier signal des plus positifs.

Malgré un départ difficile, la filière éolienne a permis de relancer la Gaspésie. Imaginons l'impact que peuvent avoir des projets entièrement pris en charge par les communautés. Tel est le modèle vers lequel il faut tendre afin d'assurer l'occupation de l'ensemble du territoire québécois.

À l'heure des changements climatiques et d'un 21^e siècle qui sera celui des ressources naturelles, nous ne pouvons que sortir gagnants de miser sur une richesse qui a fait notre fierté par le passé et qui peut continuer de le faire encore très longtemps.

Bernard Généreux, président
Fédération québécoise
des municipalités